

Un accord sur les migrations sans véritable solution la société civile se mobilise pour une Europe accueillante

« *L'Europe trouve un accord sur les migrations* » titraient beaucoup de médias ce vendredi 29 juin, à propos des conclusions en matière de migrations et d'asile du Conseil Européen. Certes il y a eu un accord, mais à quel prix ?

« *Contrôler les frontières* », « *mettre un terme aux flux* », « *endiguer les migrations* », « *assurer des retours rapides* », sont les maîtres mots des conclusions des Chefs d'État et de Gouvernement des 28 de l'Union. Conclusions qui, en début de la déclaration commune, « *rappellent* » qu'il faut une « *approche globale* » et qui, à la fin, « *soulignent la nécessité de parvenir à une solution rapide* » sur un nouveau régime d'asile européen commun, concluant qu'« *un rapport sur l'état d'avancement des travaux sera présenté au cours du Conseil européen d'octobre* ». Pour la rapidité c'est clair que nous marchons au ralenti, mais qu'en est-t-il de l'approche globale ?

Au delà de la protection des frontières, encore davantage externalisée, et du triage au préalable des « bons » et des « mauvais » migrants, rien de concret. Et même dans ces matières, l'accord trouvé repose, pour l'essentiel, sur la bonne volonté de ceux qui seront volontaires pour le mettre en œuvre. Sachant ce que fut le volontarisme d'une bonne partie des États-membres au moment du respect des décisions de redistribution des demandeurs d'asile pris aussi en Conseil, bonjour les dégâts !

Une approche globale suppose, entre autres, le développement de voies légales d'immigration et d'asile, royalement ignorées par les leaders de cette désunion.

La création d'un vrai programme de visas humanitaires pour les personnes qui cherchent la protection de l'Europe urge. Les mécanismes de réinstallation, le regroupement familial et l'ouverture de vraies possibilités légales d'entrée en Union Européenne pour les travailleurs peu qualifiés (dont nos économies continuent à avoir besoin), sont d'autres solutions à renforcer.

Nous avons besoin de solutions durables, équitables et justes, en phase avec la Convention européenne des Droits de l'Homme. Malheureusement, comme dans bien d'autres domaines ce sont des impératifs nationaux et non pas l'intérêt de l'ensemble qui prime. Une fois de plus, ce furent les populistes et les nationalistes qui ont imposé leurs agendas et leurs propositions. Soit directement par le chantage, soit indirectement, par la voix de dirigeants qui prônent des solutions radicales et inhumaines, focalisant tout le débat européen autour des flux migratoires vers l'Europe en perte de vitesse.

Finalement, rappelons que le principal « appel d'air » tant craints par nos dirigeants, repose sur les inégalités croissantes entre l'Europe et l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient. Là aussi, l'Union Européenne doit assumer ses responsabilités, sans quoi il sera impossible de diminuer les flux auxquels elle veut mettre un terme.

A société civile n'accepte pas cette situation ! Elle veut donner une voix à ceux qui ne sont pas d'accord avec cette politique européenne. Elle appelle à se mobiliser en signant l'initiative citoyenne européenne « *We are welcoming Europe* » sur asti.lu